



D' Boubou Cissé, ministre de l'Économie et des Finances.

LE BUDGET DES GRANDES AMBITIONS

Pour accélérer la réalisation des projets de développement et doper le potentiel des forces de défense et de sécurité, l'enveloppe budgétaire de l'exercice 2017 atteint un niveau historique.

l'administration fiscale, ont gagné en performance pour atteindre un tel niveau. À en croire le ministre D' Boubou Cissé, « il a fallu mettre en place quelques innovations au niveau de l'administration fiscale pour générer davantage de recettes fiscales. Nous avons instauré au cours de l'an-

née le droit de timbre prévu dans le Code général des impôts et qui avait disparu dans notre pays. » Entrant dans le détail, le ministre explique que dans cette hausse de 211 milliards de FCFA, la part de l'administration fiscale a augmenté de 128 milliards, soit une progression de plus de 10 % par rapport à l'année dernière. L'autre facteur de progression est lié à la confiance croissante des bailleurs de fonds. En effet, l'appui budgétaire au Mali augmentera en 2017 de 23 milliards de FCFA par rapport à l'année dernière, tandis que les projets d'investissements des partenaires techniques et financiers augmentent d'environ 12 milliards de FCFA. « Sur ces prévisions budgétaires, un montant de 1469,083 milliards de FCFA, soit 72,96 %, est recouvert par les services d'assiette et de recouvrement. Les 544,495 milliards ou 27,04 % restants proviennent du financement extérieur », confirme Yacouba Michel Koné, rapporteur de la Commission des finances à l'Assemblée nationale.

Les dépenses, chiffrées à 2 270 milliards de FCFA pour l'exercice 2017, visent principalement trois objectifs : la sécurité des personnes et de leurs biens, l'amélioration des conditions de vie de la population malienne, et enfin la promotion de la justice et de l'équité. Ainsi, explique le gouvernement dans une note d'analyse du budget 2017, l'augmentation des dépenses de la loi de finances 2017 s'explique par la prise en charge des incidences

financières de certains engagements de l'État concernant notamment la majoration du point indiciaire pour améliorer le salaire de base des fonctionnaires et autres agents publics, le paiement des indemnités et enfin les allocations familiales accordées aux fonctionnaires de la Police nationale et de la Protection civile.

Une part non négligeable de cette cagnotte est allouée à la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programmation militaire ainsi qu'à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. À ce sujet d'ailleurs, le D' Boubou Cissé indique que « tout ce qui concerne la défense et la sécurité représente 15 % du budget. La défense occupe 265 milliards de FCFA et la sécurité 51 milliards de FCFA. Les deux secteurs sont en augmentation de plus de 10 % par rapport aux années précédentes. » Pour le grand argentier, c'est une vraie révolution dans le pays, car le gouvernement se dote désormais des moyens nécessaires pour maintenir la paix à l'intérieur et à ses frontières : « C'est avec l'arrivée du président de la République et la Loi d'orientation et de programmation militaire (LOPM) que le budget de l'armée a été multiplié par quatre. Dès 2014, on est passé pratiquement à 200 milliards de FCFA et, en 2017, il y en aura pour 265 milliards de FCFA. C'est une première dans notre pays », précise-t-il.

Par ailleurs, la hausse des dépenses publiques dans le cadre de ce budget bénéficie également à la réalisation des projets et programmes du budget spécial d'investissement ainsi qu'au renforcement des dotations de certains secteurs dont l'éducation, la santé, le développement social, la promotion de la femme et de l'enfant, l'hydraulique, l'assainissement et enfin la subvention aux intrants agricoles.

François Bambou

« C'est un budget juste et soutenable qui va amorcer la croissance. Toutes les dispositions seront au rendez-vous pour contrer le dérapage budgétaire. Ce budget, loin de prôner l'austérité, va nous permettre de financer des projets structurants, et cela malgré une situation de fragilité sécuritaire et une conjoncture peu favorable », a indiqué il y a quelques mois le D' Boubou Cissé, ministre de l'Économie et des Finances, en explicitant la substance de la loi de finances 2017 lors de sa présentation devant les parlementaires.

Et le fait est que pour l'exercice 2017, le gouvernement malien a déjoué les pronostics en élaborant un budget en forte hausse. Chiffré à 2 013,578 milliards de FCFA en recettes prévisionnelles, contre 2 270,647 milliards en dépenses, ce budget 2017 franchit pour la première fois de l'histoire du pays la barre des 2 000 milliards et présente un déficit prévisionnel de l'ordre de 257 milliards. Toutefois, ce déficit sera maîtrisé, affirme le gouvernement dans la présentation de la loi de finances. Selon les autorités, il sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et par la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunt émis par le Trésor.

Les recettes prévisionnelles, indique le ministère de l'Économie et des Finances, sont en augmentation de 211 milliards de FCFA par rapport à l'année dernière. Cela suppose que les régies financières de l'État, notamment